

## La conférence sur le climat s'achève par un pénible accord



LE MONDE | 15.12.07 | 13h35 •

### NUSA DUA (Bali, Indonésie) ENVOYÉ SPÉCIAL

Le suspense aura duré jusqu'au bout : après une série de rebondissements qui ont failli faire échouer la conférence de Bali sur le changement climatique, les 187 pays participants ont adopté, samedi 15 décembre, une «feuille de route» définissant le chemin qu'ils suivront jusqu'à Copenhague, en 2009.

A cette date, ils devront adopter un traité prenant la suite du protocole de Kyoto, qui arrive à terme en 2012. Alors que Kyoto avait engagé les pays industrialisés à réduire leurs émissions de 5 % sur la période 2008-2012 par rapport à 1990, Copenhague pourrait les voir adopter des objectifs plus ambitieux, tout comme, à plus lointaine échéance, les pays en développement. Et c'est sur cette perspective que la conférence de Bali a failli échouer.

La discussion s'est en effet crispée sur l'inclusion dans le préambule de la décision finale d'un objectif de réduction des émissions des pays développés de 25 % à 40 % en 2020 par rapport à 1990. Cet objectif était défendu par l'Union européenne, qui se référait au récent rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) : selon celui-ci, une telle réduction est nécessaire si l'on veut limiter en 2050 le réchauffement à 2 °C, seuil au-delà duquel le système climatique pourrait

devenir incontrôlable. La proposition était prolongée par une cible de réduction en 2050 des émissions de l'ensemble des pays de 50 % par rapport à 1990.

Ce double objectif était très ambitieux. Il revenait à définir un horizon très contraignant aux Etats-Unis, mais aussi, pour 2050, aux pays en développement. Ceux-ci ont semblé accepter cette logique, parce qu'elle impliquait les Etats-Unis, alors que ceux-ci, refusant le protocole de Kyoto, s'abstiennent pour l'instant de tout engagement.

Mais la première puissance mondiale a fermement refusé l'inclusion de la fourchette 25 %-40 % dans le texte. La menace des Européens de ne pas participer aux réunions sur le climat organisées par l'administration Bush en 2008 ne les a pas fait plier. Finalement, les Européens, craignant un échec de la conférence, ont abandonné leur demande. Du coup, les pays en développement ont refusé qu'on invoque l'échéance de 2050, qui les concerne.

Un texte de compromis a été élaboré dans la nuit de vendredi à samedi : il noyait la référence chiffrée en renvoyant par une note en bas de page au rapport du GIEC. Mais un autre contentieux est alors apparu, concernant un paragraphe qui mentionnait les actions des pays en développement «mesurables et vérifiables». La Chine et l'Inde ont souligné que cette contrainte nouvelle créait un déséquilibre et ont demandé que l'aide technologique et les

transferts de compétences soient eux aussi «mesurables et vérifiables». Les Etats-Unis et l'Union européenne s'y sont opposés.

Lors de la séance finale de l'assemblée plénière, samedi après-midi, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, revenu spécialement à Bali, a pressé les délégués de parvenir à un accord. Les Européens, «dans un esprit de compromis», ont accepté la demande indienne. Les Etats-Unis, après avoir refusé de les imiter dans un premier temps, ont finalement décidé «de se rallier au consensus». A 15 h 25 locales (8 h 25 en France), le président de séance frappait le coup de marteau final.

La conférence de Bali a rempli son mandat initial : élaborer un plan de travail précis et fixer une date de conclusion : 2009. «C'est une percée, a commenté Stavros Dimas, le commissaire européen à l'environnement. Nous avons un agenda, nous allons définir les fondations du futur accord, nous avons un sentier bien tracé.»

Autre élément majeur de l'accord : les Etats-Unis, qui ont toujours été sur une position défensive, ont finalement rejoint le processus de discussions multilatérales. Six ans après avoir tenté de couler le protocole de Kyoto, Washington reconnaît que la lutte contre le changement climatique doit s'organiser dans le cadre des Nations unies.

*Hervé Kempf*

*Article paru dans l'édition du 16.12.07.*

## La conférence de Bali fête les dix ans du protocole de Kyoto

REUTERS 11.12.07

Par Alister Doyle

NUSA DUA, Indonésie (Reuters) - La conférence de Bali sur le climat a célébré sans grand enthousiasme le 10e anniversaire du protocole de Kyoto, comparé par le Japon à un «enfant difficile».

Le 11 décembre 1997, 36 pays industrialisés convenaient de réduire d'ici 2008-2012 leurs émissions de

gaz à effet de serre (GES) de 5% en moyenne par rapport aux niveaux de 1990.

Kamoshita a reconnu que les objectifs fixés alors dans la ville japonaise étaient difficiles à atteindre, «non seulement pour le Japon mais pour les autres pays aussi.»

Mais, a-t-il encore souligné, Kyoto était une «première étape extrêmement importante» pour tenter de dissuader la planète de recourir aux énergies fossiles et la convaincre de se tourner

vers les énergies renouvelables.

Le protocole de Kyoto n'est entré en vigueur qu'en 2005, au terme du processus de ratification. Et les émissions de gaz à effet de serre des 40 pays les plus riches, dont les pays signataires et les Etats-Unis, premier pollueur de la planète qui a rejeté le protocole, ont représenté 18,2 millions de tonnes en 2005, juste en deçà du record de 1990 (18,7), avant que l'effondrement de l'URSS ne réduise les émissions de GES en provenance de l'ancien bloc de l'Est.